

ACTION URGENTE

ÉMIRATS ARABES UNIS. DEUX HOMMES DÉTENUS DANS UN LIEU INCONNU

On ignore toujours où se trouvent deux hommes arrêtés en avril dans les Émirats arabes unis. Ils risquent de subir des actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

Saleh al Dhufairi, ressortissant émirien, a été arrêté le 19 avril 2012 dans une mosquée de l'émirat de Ras al Khaimah (nord du pays). Dix agents en civil l'ont emmené sans produire de mandat d'arrêt. Ils ont refusé de révéler au fils de cet homme, présent au moment de l'arrestation, où ils allaient. L'un des agents s'est présenté comme un policier et un autre, comme un membre de la Sûreté de l'État. Cependant, lorsque la famille de Saleh al Dhufairi l'a cherché au poste de police de Ras al Khaimah, les agents ont nié avoir connaissance de son arrestation.

Le 23 avril 2012, cet homme avait été interrogé trois heures durant dans les locaux du ministère public, à Abou Dhabi, capitale des Émirats arabes unis située dans l'émirat éponyme, au sujet de critiques qu'il avait formulées sur Twitter à l'égard de la Sûreté de l'État. Il est membre de l'Association pour la réforme et l'orientation sociale, une organisation à but non lucratif qui prône une plus grande adhésion aux préceptes de l'islam. Au titre de ses activités dans le cadre de ce groupe, il est actif sur Twitter et participe à des blogs. Par ailleurs, il est directeur général de la Fondation du Saint Coran de Ras Al Khaimah, organisation islamique basée dans les Émirats arabes unis. Il avait déjà été arrêté le 6 mars et déféré au parquet fédéral de la Sûreté de l'État, à Abou Dhabi, pour des charges liées à l'utilisation de Twitter en vue d'inciter la population à commettre des actes menaçant la sûreté de l'État. Il avait été libéré sous caution le 20 mars. On ignore toujours où il se trouve et s'il est détenu au titre de ces accusations passées.

Le 30 avril 2012, des médias émiriens ont signalé l'arrestation d'un autre membre de l'Association pour la réforme et l'orientation sociale, **Salim Sahoo**, à la suite de la perquisition effectuée pendant 10 heures à son domicile de l'émirat de Sharjah. Cet homme n'a, semble-t-il, aucune activité sur Twitter ni sur des blogs. Depuis son arrestation, sa famille ignore où il se trouve et n'a pas été informée des charges qui pèsent éventuellement sur lui. Si les deux hommes cités sont détenus uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et d'opinion, ils doivent être libérés immédiatement et sans condition.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en arabe ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à révéler immédiatement où se trouvent Saleh al Dhufairi et Salim Sahoo, ainsi que les raisons de leur arrestation et leur situation juridique actuelle ;
- demandez-leur de permettre à ces deux hommes de contacter sans délai leurs familles et leurs avocats ;
- appelez-les à protéger ces personnes de la torture et de toute autre forme de mauvais traitements.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 20 JUIN 2012 À :

Vice-président et Premier ministre
Shaikh Mohammad bin Rashid Al-Maktoum
Office of the Prime Minister
POB 2838, Dubai, Émirats arabes unis
Courriel (*via* le site Internet) :
<http://www.uaepm.ae/en/communicate/index.html>

**Formule d'appel : *Your Excellency*, /
Monsieur le Vice-président,**

Ministre de l'Intérieur
Lt-General Cheikh Saif bin Zayed Al-Nahyan
Human Rights Directorate
POB 398, Abu Dhabi, Émirats arabes unis
Fax : +971 4 3981119

**Formule d'appel : *Your Excellency*, /
Monsieur le Ministre,**

Copies à :

Ministre de la Justice
Dr Hadeef bin Jua'an Al Dhaheri
Ministry of Justice
Al Khubirah, Sector 93, Street 5
POB 260
Abu Dhabi, Émirats arabes unis
Fax : +971 2 6810680

**Formule d'appel : *Your Excellency*, /
Monsieur le Ministre,**

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques des Émirats arabes unis dans votre pays (adresse(s) à compléter) :

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ÉMIRATS ARABES UNIS. DEUX HOMMES DÉTENUS DANS UN LIEU INCONNU

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Bien que la plupart des personnes soupçonnées d'infractions politiques dans les Émirats arabes unis soient placées en détention au secret dans un lieu inconnu par les agents de la Sûreté de l'État, quelques détenus politiques sont autorisés à appeler brièvement leurs familles. Après leur libération ou pendant leur procès, certains ont évoqué les actes de torture ou autres mauvais traitements qu'ils ont subis.

Les partis politiques ne sont pas officiellement autorisés dans le pays, aucune contestation politique n'est tolérée et la liberté d'expression et d'association est gravement restreinte, surtout ces derniers mois. Des forums de discussion en ligne et des sites internet à caractère politique ont été fermés ou l'accès depuis les Émirats arabes unis a été bloqué par les autorités. Le 9 mars 2011, plus de 130 militants en faveur des droits civils et politiques dans les Émirats arabes unis ont adressé une pétition au président des Émirats, lui demandant d'introduire le suffrage universel direct.

En avril 2011, cinq résidents émiriens ont été interpellés. En juin 2011, ils ont été jugés de façon inique devant la Cour suprême pour diffamation à cause d'articles qu'ils avaient publiés sur un forum en ligne et dans lesquels ils réclamaient des réformes politiques ou critiquaient certaines politiques du gouvernement émirien. Il s'agit d'Ahmed Mansoor, défenseur des droits humains et blogueur, de Nasser bin Ghaith, maître de conférences et partisan de la réforme politique, et de Fahad Salim Dalk, Ahmed Abdul Khaleq et Hassan Ali al Khamis, tous trois cybermilitants ; Amnesty International considérait ces cinq hommes comme des prisonniers d'opinion. Pendant leur détention, ils ont fait l'objet d'une campagne de dénigrement sur les sites de réseaux sociaux. Le 27 novembre 2011, Ahmed Mansour a été condamné à trois ans de prison et les quatre autres à deux ans de réclusion. Tous les cinq ont été libérés le lendemain, le président les ayant graciés en prévision de la fête nationale émirienne, le 2 décembre 2011.

L'arrestation récente de Saleh al Dhufairi et de Salim Sahoo coïncide avec celle de neuf autres membres de l'Association pour la réforme et l'orientation sociale. Ces derniers ont été interpellés entre mars et avril 2012 en raison de leur appartenance à l'organisation en question et pour avoir critiqué publiquement le gouvernement. Il s'agit de Sultan Bin Kayed al Qasimi, Ali Hussain al Hammadi, Shahin Abdullah al Hosni, Hussein Munif al Jabri et son frère Hassan Munif al Jabri, Ibrahim Hassan al Marzouqi, Sheikh Mohammad Abdul Razak al Sediq, Ahmed Ghaith al Suwaidi et Ahmed al Zaabi. On sait où se trouvent toutes ces personnes, à l'exception d'Ahmed al Zaabi, qui s'est vu accorder une libération sous caution le 15 avril mais reste détenu. Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion, détenus uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et d'opinion, et réclame leur libération immédiate et sans condition. Pour en savoir plus, veuillez consulter la déclaration publique portant sur ce sujet (MDE 25/004/2012, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE25/004/2012/fr>).

Nom : Saleh al Dhufairi et Salim Sahoo

Genre : hommes

AU 130/12, MDE 25/005/2012, 9 mai 2012